

Le 21 janvier 2017, des milliers de personnes envahissaient les rues de centaines de villes, aux quatre coins du monde. La mobilisation pour la *Women's March on Washington* organisée en réaction à l'investiture de Donald Trump a largement dépassé le cadre de la capitale américaine et a reçu l'adhésion de nombreux mouvements sociaux. Ce ne sont pas seulement des Américaines qui ont réagi à l'appel lancé par les organisatrices de la marche, mais des individus de tous les âges, genres, origines ethnique et sociale, unis autour de revendications communes.

Les femmes sont parvenues à fédérer autour d'elles des luttes plurielles animées par un même idéal de justice et de liberté. L'ampleur de la grève internationale organisée le 8 mars suivant à l'occasion de la Journée des droits des femmes prouve qu'il ne s'agissait pas d'une allumette soufflée au vent mais bien d'une nouvelle vague - l'amorce d'un embrasement, d'un déferlement capable de rendre à ces corps en marche leur cadence, de nourrir un immense feu de colère et de joie et de rêver le monde après l'effondrement.

La Women's March de Washington à l'intersection des luttes

Organisation de la Women's March

La Women's March de Washington a été organisée en réaction à l'investiture de Donald Trump par une vingtaine de femmes. Il s'agit d'une manifestation pour les droits des femmes, et, de manière plus large, contre les valeurs prônées par le nouveau président américain¹. Le mouvement, parti de l'initiative spontanée de quelques femmes et conversations sur Facebook, est basé sur une structure fluide et horizontale : volontariat, échange et débats sur les réseaux sociaux. Sa dimension inclusive, son ambition à être représentatif des femmes et des autres minorités dans leur multiplicité a été mise en avant par les organisatrices de la marche. Mais la mise au jour et le dénouement de nombreuses tensions ont été nécessaires pour que le mouvement, à travers son comité organisateur, acquière *effectivement* cette dimension représentative. Des dissensions sont apparues très rapidement sur les réseaux sociaux. Il a été reproché aux organisatrices de l'événement de minimiser le racisme dont est victime la population afro-américaine et de ne pas reconnaître explicitement le fait que les femmes noires sont exposées aux violences de manière disproportionnée. L'organisation de la marche a remis au centre des discussions les inégalités raciales et le caractère intersectionnel des discriminations.

Un féminisme intersectionnel

Pour rappel, le concept d'intersectionnalité a été proposé en 1991 par Kimberlé W. Crenshaw², avocate et docteure en droit étatsunienne, et désigne un modèle qui permet de « penser le sexe, la race, la classe ou, plus exactement la difficulté qu'il y a à conceptualiser l'articulation de ces trois rapports »³. Ce concept méthodologique permet de dépasser une conceptualisation « mathématique » de la domination selon laquelle chaque rapport s'ajouterait à l'autre et qui définirait le sexisme comme le seul rapport de pouvoir transversal à toutes les femmes. En effet, « si toutes les femmes font bien l'expérience du sexisme, [...] il n'y a pas pour autant d'expérience identique du sexisme, tant les autres rapports de pouvoir qui informent le sexisme modifient ses modalités concrètes

d'effectuation et partant les vécus des femmes ». Le *black feminism* vise cette « tendance du féminisme à se replier implicitement sur une compréhension de la domination qui prend la situation de certaines femmes pour la situation de toutes les femmes [...] ». Ainsi, analyser les rapports de domination sous un angle intersectionnel, c'est considérer que « les oppressions vécues ne se contentent pas de coexister les unes à côté des autres, mais se nourrissent mutuellement au point où elles se rencontrent »⁴ et que toutes les femmes ne sont pas exposées de la même manière à l'oppression.

L'épisode anecdotique – largement relayé dans les médias américains – des tirades échangées sur Facebook entre une femme blanche inscrite à la marche et une activiste noire reprenant les mots de bell hooks selon lesquels il faut « affronter la manière dont les femmes – à travers le sexe, la classe et la race – ont dominé et exploité d'autres femmes »⁵, est représentatif de ces débats⁶. On perçoit d'autant mieux les enjeux de ce débat lorsqu'on se souvient que, parmi l'électorat féminin qui a voté aux dernières élections américaines, 94 % des femmes noires et 58% des femmes d'origine latino-américaine ont voté pour Hillary Clinton, quand 53 % des femmes blanches ont voté pour Donald Trump⁷. Le choix de voter pour Donald Trump n'est en effet pas étranger à la volonté de certaines femmes blanches de conserver les privilèges qu'elles ont en tant que femmes blanches sur les femmes noires et latino-américaines, comme le soulignait la féministe Joan Scott dans [une récente interview](#).

C'est suite à ce type de discussions qui se sont multipliées sur les réseaux sociaux que le comité organisateur de la marche a été prié d'inclure des femmes susceptibles de représenter les autres minorités⁸. Bob Bland et Vanessa Wruble, qui font partie des premières organisatrices, se sont dès lors entourées d'activistes de différentes communautés pour construire un mouvement représentatif des femmes américaines. C'est ainsi que Tamika Mallory, Afro-américaine, Linda Sarsour, d'origine palestinienne, et Carmen Perez ont rejoint le comité national.

Les organisatrices ont ensuite clairement revendiqué l'aspect intersectionnel du mouvement, la multiplicité des luttes représentées et leur volonté d'encourager à débattre de questions omniprésentes dans la société américaine mais qui demeurent tabou⁹: « depuis trop longtemps les mouvements pour les droits des femmes se sont focalisés sur les problèmes qui étaient importants pour les femmes blanches [...], mais les femmes issues des minorités ont d'autres priorités [...] »¹⁰. Les questions relatives aux minorités et aux femmes migrantes ont été mises en lumière afin de provoquer des discussions inconfortables au sujet de la race. Comme l'affirme Anne Valk, auteure d'un ouvrage sur les inégalités de race et de classe au sein du mouvement féministe¹¹, « si le but à long terme de la marche est d'être un catalyseur pour un changement progressiste au niveau social et politique, il était nécessaire d'inclure des réflexions à propos des privilèges de race et de classe »¹².

Principes et valeurs du mouvement

Les principes et les valeurs revendiqués à travers le mouvement ont été fixés dans ce qui s'apparente à une charte, disponible [sur le site internet de la Women's March](#). Ces revendications concernent donc les femmes, mais aussi les autres minorités, et l'ensemble des travailleu.rs.es.

Le mouvement prône une société dans laquelle toutes les femmes sont libres et ont la

possibilité de prendre soin de leur famille, dans laquelle elles ont le droit de vivre des vies entièrement saines, sans violences perpétrées à l'encontre de leur corps. Il demande que les violences policières soient examinées et punies par la justice, que prennent fin les discriminations à l'égard des communautés de couleur et les inégalités liées au genre dans le système de la justice criminelle. Il défend le respect des droits sexuels et reproductifs et l'accès à des services de santé de qualité pour tous ; la possibilité pour chacun.e d'utiliser son corps comme il/elle le souhaite, loin des normes, stéréotypes et attentes liées au genre. Il réclame la fin d'un système qui attribue disproportionnellement plus de ressources et de pouvoir au genre masculin. Il demande que les droits des LGBTQIA (Lesbiennes, Gays, Bisexuels, Transgenres, Queer, Intersex, Asexué) soient développés et protégés et que l'on augmente ceux des personnes migrantes et réfugiées. Le mouvement prône également une économie transparente, et le droit pour tous à un travail décent qui ne soit pas soumis à la peur de l'intimidation et du harcèlement, la revalorisation des métiers du « care »¹³, le droit pour tou.te.s les travailleu.ses.rs de se mobiliser et de se battre pour un salaire minimum qui leur permette de vivre. Enfin, il affirme la nécessité de protéger l'environnement et le climat, et d'empêcher « [que les ressources naturelles ne soient exploitées pour le gain ou la cupidité des entreprises](#) » (p. 5).

Ainsi, au-delà de la question des droits, ce mouvement affirme la nécessité d'une transformation structurelle (au niveau social, politique et économique) de la société, afin que cessent les rapports asymétriques entre sexes et, de manière générale, toutes les formes d'oppression et de domination d'une catégorie sur l'autre.

De la Women's March à l'Internationale féministe : féminisme et universel

Fédérer les minorités à travers une « universalité idéale »

Dans une conférence dédiée à la Women's March [diffusée sur France Culture](#), la philosophe féministe Geneviève Fraisse¹⁴ insistait sur « le passage à l'universel » mis en branle par cet événement. Un groupe de femmes fédère l'ensemble des femmes dans leur multiplicité (sociale et raciale notamment), puis le reste de la terre. Les femmes parlent au nom d'autres minorités et réclament justice en invoquant des principes universels. Ainsi, la « catégorie femme » devient « catalyseur du multiple ». Revenir sur la notion d'universel et sur la manière dont elle a pu être sollicitée par le(s) féminisme(s) permet d'éclairer les contradictions et les enjeux dont les mouvements à venir devront tenir compte pour éviter – précisément – leur morcellement.

En effet, le rapport du féminisme à l'universel est paradoxal. Les revendications pour les droits des femmes ont, notamment, tenté d'asseoir leur légitimité par le fait que ces droits touchent aux principes universels des droits humains¹⁵. Les droits des femmes sont des droits humains : donc, les revendications féministes devraient concerner l'ensemble des femmes, en tant que toutes les femmes sont humaines. Passant d'une réalité de principe à une réalité de fait, les choses se complexifient. En effet, le féminisme s'est morcelé à mesure qu'il s'est internationalisé. Des voix se sont élevées contre cette prétention à faire d'une expérience particulière (celle des femmes blanches de la classe moyenne, par exemple) la valeur d'une généralité. Cette prétention à l'universel rassemble autant qu'elle ne divise. Comme le souligne Damien Tissot, « la dimension internationale des luttes féministes fait ressortir de manière plus évidente la diversité des revendications [...]. On

observe finalement un processus paradoxal : à mesure que se déploie un arsenal colossal d'actions collectives, de plateformes de discussion ou d'institution, apparaît de plus en plus nettement l'impossibilité de mobiliser des principes de droits universels »¹⁶.

Cette tendance à l'universalisme tient, notamment, à l'internationalisation des échanges de toutes sortes et au phénomène de globalisation.¹⁷ La mondialisation a « fait surgir d'innombrables interdépendances entre différentes unités politiques, économiques et culturelles, en même temps qu'elle fait surgir de toutes parts des minorités »¹⁸. Ce qui engendre « que les mouvements de libération, de quelque nature qu'ils soient, doivent alors se heurter à l'épineux problème d'universaliser la résistance, sans pour autant exacerber les logiques identitaires, qui menaceraient en retour ce projet ». Les années 1970 ont vu se multiplier les critiques contre ce « spectre universalisant », de la part du féminisme socialiste (dénonçant la reproduction des privilèges de classe) comme du *black feminism*, critique relayée ces dernières années par les études postcoloniales et décoloniales¹⁹. Les tensions qui ont éclaté entre femmes blanches et femmes noires durant l'organisation de la marche de Washington montrent bien l'actualité des débats tournant autour de l'intersectionnalité des dominations, et la difficulté, dans tout mouvement politique, de produire un discours, qui, porté par quelques-un.e.s, puisse parler au nom de tou.te.s. Et, tandis qu'un féminisme inclusif, ouvert à davantage de « groupes » sociaux, semble séduire de plus en plus de femmes et d'hommes, qu'un mouvement des femmes conscient de son ampleur s'organise à l'échelle internationale, ces débats sont loin d'être clos, comme en témoignent les publications qui ont suivi la journée internationale des droits des femmes²⁰.

Par ailleurs, il faut souligner les liens que le féminisme entretient intrinsèquement avec ce qu'on pourrait qualifier, à la suite d'Etienne Balibar dans *La crainte des masses*, d'« universel comme idéalité », ou d'« universalité symbolique ». Cette universalité repose essentiellement sur une double exigence d'égalité et de liberté. Cette « égaliberté » est absolue : elle n'est pas la résultante d'un processus historique et ne peut donc être relativisée. Cette revendication vise des individus, mais ne peut être revendiquée que collectivement, contre un ordre général. Les mouvements de contestation qui revendiquent cet idéal doivent donc se proposer d'être des mouvements de transformation radicale de la société. Ainsi, le féminisme – dans la multiplicité de ses formes et de ses combats – fournit le meilleur exemple de cette mise en œuvre d'un « universalisme idéal », « où l'universel est placé à l'horizon de revendications dont le principal objectif n'est pas seulement de réformer, mais de transformer la société qui a produit ces inégalités »²¹ Cette lutte pour l'égalité se concrétise à travers la déstabilisation, le renversement de toutes les structures hiérarchiques qui contribuent à la subordination des individus (c'est l'objectif ultime du féminisme marxiste, et du *black feminism*). D'où la vocation du féminisme à être un mouvement révolutionnaire.

Dans la charte rédigée par le comité organisateur de la *Women's March*, les principes de justice et de liberté pour tous apparaissent comme des éléments phares. « Le féminisme, souligne Damien Tissot, même considéré dans la diversité de ses courants et de ses engagements, est fondamentalement mû par une exigence de justice ». Reste à se demander en quoi consistent exactement les revendications de justice des féministes, comment elles questionnent les institutions qui définissent ce qui est juste et ce qui ne l'est pas, et surtout, quelle est « la position politique, voire ontologique depuis laquelle elles opèrent ces revendications ». C'est-à-dire, une fois ces revendications définies : comment porter le combat dans l'espace public, comment susciter une mobilisation collective ? Bref, quels sont les moyens de la lutte ?

« Faut-il contester de toute part les normes de pouvoir, et opposer au pouvoir patriarcal une prolifération de points de résistance ? Dans ce cas comment négociera-t-on les revendications de justice concurrentes ? Faut-il au contraire contester le pouvoir patriarcal comme tout systématique ? En ce cas, comment échapper à l'invocation d'une norme supérieure commune, universelle, par-delà le système patriarcal ? ».

Pour Damien Tissot, le concept d'universel, en tant que « multiplicité incarnée »²² – renvoyant à l'humain, au global, à la liberté de chacun et de tous, sans désir d'uniformité – assure au féminisme son caractère révolutionnaire et lui permet de questionner de façon radicale les structures du pouvoir. Mais résoudre ces tensions, ces paradoxes entre positions singulières et combat commun, induit de s'interroger sur le « Nous » que recouvre l'universel, et de « questionner le dynamisme propre à la notion d'universalité, c'est-à-dire les multiples et bouillonnants dialogues qui le travaillent et le rendent par essence instable ». Cette « lecture attentive des mécanismes de production de l'universel » – le fait de s'interroger sur la voix (le *Nous* féministe) à partir de laquelle s'énonce ce discours censé parler *de* et *pour* tou.te.s – peut ainsi permettre « qu'une utopie universaliste [ait] encore sa place dans le discours féministe et peut même servir de levier à ses revendications ».

Faut-il toutefois continuer à parler d'universel ? Les débats sont légions sur la question de l'universalisme qui, dans sa tendance à vouloir appliquer un même ensemble de normes à tous les peuples du monde, est un impérialisme en puissance. D'où la nécessité d'« esquisser un nouvel universalisme, fort éloigné de celui des Lumières qui n'est que l'universalisation de valeurs européennes et n'affirme l'égalité de tous les humains qu'en faisant abstraction de leurs particularités réelles »²³. Jérôme Baschet propose d'inventer un « universalisme concret²⁴ » pour sortir de cette impasse, et privilégie dès lors la notion de « pluniversalisme » : comme le *pluriversalisme*, le concept de *pluniversalisme* reconnaît la diversité humaine et culturelle, mais a ceci de particulier qu'il rend sensible la conjonction entre l'unité et la pluralité. Ainsi, la multiplicité des mondes peut s'articuler à l'unité d'un monde commun : « la pluralité des mondes et la reconnaissance d'un domaine partagé vont de pair et sont même strictement indispensables l'une à l'autre ». Cette proposition paraît particulièrement féconde.

Entendez-vous sonner les clairons ? Vers un féminisme extensif et révolutionnaire

L'Internationale féministe

La *Women's March* est un événement dont l'ampleur mérite d'être mise en valeur et questionnée. Mais elle n'est que la face émergée d'un mouvement plus large, aux racines profondes, qui a germé en silence, avant que le relais médiatique ne l'exhume et n'en arbore les bourgeons. Tout porte à penser que l'on assiste aujourd'hui à une [« effervescence féministe renouvelée »](#). Des mouvements politiques portés par les femmes se sont multipliés ces derniers mois : du Czarny Protest (Black Protest) polonais en septembre contre la nouvelle proposition de loi anti-IVG, à la *Women's March* états-unienne en janvier, en passant par la grève islandaise contre le gender pay gap (écart salarial selon le genre) en octobre et les actions irlandaises contre le 8ème amendement (qui interdit

l'avortement en Irlande). En février, plusieurs mobilisations ont eu lieu contre la dépénalisation de la violence domestique en Russie, sur le territoire russe mais aussi en France. Le mouvement italien « Non Una di Meno » (inspiré du mouvement argentin « Ni Una Menos ») luttant contre les violences faites aux femmes et la culture patriarcale, a quant à lui encouragé l'appel international à la grève des femmes le 8 mars dernier et clamé des revendications politiques globales et fortes similaires à celles de la *Women's March*.

Cet appel, relayé par quarante-neuf pays, prouve que la marche de Washington n'était ni un *one shot*, ni un phénomène exclusivement américain. Il semblerait qu'un nouveau mouvement international soit en train de prendre forme, un mouvement à la géographie particulière, mêlant le local et le global, le matériel et le virtuel, qui se trame sur les réseaux sociaux mais s'incarne et évolue dans la rue. Un article publié récemment par le *Collectif Non Una di Meno* confirme la portée révolutionnaire du féminisme qui était en germe dans la marche de Washington. C'est bien d'une transformation systémique que rêve cette « Internationale féministe », dont le combat commun – le domaine partagé dont parle Jérôme Baschet – qui justifie l'usage du « nous », serait le refus des rapports de domination et d'exploitation, centraux dans le système capitaliste :

« Comment construisons-nous une dynamique qui exige des changements systémiques et qui combatte le modèle néolibéral, néoconservateur, raciste et patriarcal dominant ? Nous considérons que nous nous trouvons dans un processus d'accumulation d'un nouveau type, dans lequel les luttes résonnent et travaillent ensemble, en puisant leur force dans leur intersectionnalité. La Women's March du 21 janvier dernier aux Etats-Unis contribue à ce cycle où émerge une nouvelle forme de féminisme : le mouvement de femmes, trans, migrantes, défie l'imposition de nouvelles formes d'exploitation capitalistes.

Nous tissons un nouvel internationalisme. A partir des situations concrètes qui sont les nôtres, nous interprétons la conjoncture.

Nous voyons comment face au virage néo-conservateur dans notre région et dans le monde, le mouvement de femmes émerge comme une puissance d'alternative.

Que la nouvelle « chasse aux sorcières » qui vise aujourd'hui ce qu'elle appelle « l'idéologie de genre » tente justement de combattre, de neutraliser notre force et de briser notre volonté.

Face aux multiples dépouillements, aux expropriations et aux guerres contemporaines qui prennent la terre et le corps des femmes comme territoires de prédilection pour leurs conquêtes, nous faisons corps politiquement et spirituellement. » (« [Non Una di Meno](#) »)

Chantal Mouffe et le féminisme extensif

Parce qu'elles sont multiples et tendent à s'inscrire dans une transformation systémique de la société en questionnant les rapports des êtres humains entre eux et avec leur environnement, les revendications portées par les mouvements des femmes croisent donc

les combats d'autres mouvements sociaux. Un surprenant et lumineux écho à la pensée que la philosophe politique Chantal Mouffe a développé ces dernières années.

En effet, Chantal Mouffe défend l'idée d'un féminisme inclusif (intégré, ou extensif), qui puisse articuler les luttes féministes et celles d'autres mouvements sociaux. Sa pensée peut être qualifiée d'« anti-essentialiste », c'est-à-dire qu'elle entend dépasser les antagonismes des discours qui se divisent sur les questions identitaires : discours attachés à discuter, par exemple, ce que serait l'« essence » de « la femme », ce que « la femme » est, ou n'est pas. Dans cette logique anti-essentialiste, elle propose de questionner les rapports sociaux et politiques en utilisant le concept de « position de sujet », plutôt que celui de « sujet essentialisé ». C'est-à-dire, en considérant le sujet au sein des interactions qu'il entretient avec son environnement social à un moment donné : « le sujet politique se définit par la position qu'il occupe à l'instant t dans des rapports de pouvoir dynamiques et complexes, plutôt que par une identité définie une fois pour toutes, dans un « système clos de différences » »²⁵.

Le projet féministe de C. Mouffe écarte la question de l'essence des femmes pour déplacer le débat sur la construction (politique, sociale, symbolique) de la catégorie femme dans différents discours, discours tellement variés qu'ils ne peuvent que provoquer un conflit autour de la définition de la femme. Ce conflit, la philosophe propose non pas de l'ignorer, mais plutôt de favoriser le débat entre des positions qui puissent être considérées comme adverses et non comme ennemies. C. Mouffe défend une vision *agonistique* (du mot grec *agôn* qui fait allusion à la lutte, à la compétition, mais aussi à l'assemblée et au jeu) de la politique : le fait d'instaurer une différence entre les catégories d'ennemi et d'adversaire permet que « à l'intérieur du nous qui constitue la communauté politique [ici, la communauté féministe], l'opposant ne sera pas considéré comme un ennemi à abattre, mais comme un adversaire dont l'existence est légitime et qui doit être toléré »²⁶. Cela permet que plusieurs féminismes puissent coexister et nourrir entre eux des débats qui leur permettent de s'enrichir, sans que cela ne menace leur survie respective et leur potentielle unité.

L'identité politique des femmes est, selon C. Mouffe, toujours « contingente et précaire, seulement provisoirement fixée à l'intersection de ces positions de sujets et dépendante des formes spécifiques d'identifications »²⁷. Étant donné les multiples facettes qui façonnent un groupe ou un individu selon le contexte ou le tissu des relations dans lequel il(s) se trouve(nt), la philosophe met l'accent sur la « pluralité irréductible de la femme, inscrite à la fois dans des relations de genre, de « race », de domination et de subordination, dans les espaces public-citoyen, professionnels et privés. [...] Les femmes se situent au cœur de rapports inégalitaires et asymétriques qui sont autant de luttes dans des mondes différents [...] »²⁸. Chantal Mouffe parle ainsi de féminisme « extensif » ou « intégré » : il s'agit ainsi de redéfinir le féminisme de manière à ce qu'il intègre la diversité des relations de domination et analyse les rapports sociaux de sexe dans un esprit d'ouverture aux autres luttes²⁹.

La théorie politique de Chantal Mouffe permet ainsi de dépasser les impasses et contradictions liées au concept d'universel, d'universalité ou d'universalisme. Le fait de ne pas s'attarder sur l'« essence » des femmes mais bien sur la construction de la catégorie « femmes », de penser en terme de « position de sujet » pour faciliter le débat entre des positions adverses qui se rejoignent dans un combat commun fait écho à la proposition de Damien Tissot évoquée plus haut : nourrir les « bouillonnants dialogues » qui traversent ce « Nous » féministe.

Exhumer des valeurs communes à l'heure de la post-vérité – promesses d'une série à suivre

Dans la conférence précitée, Geneviève Fraisse soulignait le fait que les militant.e.s de la *Women's March* revendiquent non seulement des droits, mais fédèrent également l'ensemble de ses participant.e.s autour de valeurs communes, opposées à celles que représente Donald Trump. Le mouvement, expliquait la philosophe, réagit à un système de comportements et de valeurs contre lequel il faut se battre – racisme, sexisme, homophobie, climato-scepticisme, ... –, raison pour laquelle il apparaît comme un catalyseur de la résistance qui se met en place. Système de comportements et de valeurs qui est loin de concerner la seule Amérique³⁰, d'où la nécessité de créer des ponts entre les initiatives. Le phénomène est intéressant et prometteur, à condition que cette levée de boucliers et d'idéaux s'apparente à un sursaut contre la faillite du commun, contre la faillite de « toute prétention à établir quelque chose de commun à partir du réel », contre la faillite du langage et de la vérité³¹. À condition de se questionner sur ces valeurs et de dessiner plus précisément les contours de ce « commun », de ce « nous », notions qui sont au cœur des enjeux politiques actuels et apparaissent comme une rengaine dans les publications de ces dernières années³².

Essoufflement généralisé de la planète, déséquilibre paroxystique entre « riches » et « pauvres », augmentation du chômage, précarité croissante affectant de manière disproportionnée certaines tranches de la population, exacerbation des discours identitaires, tensions et dépressions latentes sous la menace d'un avenir incertain... La réaction est urgente. Et le fait que cette mobilisation puisse aujourd'hui être menée par des femmes est une belle revanche sur des millénaires de silence et d'effacement.

*

Image bandeau [via Wikimedia](#).

références

1. ↑ Voir notamment TANURO D., « [La place du trumpisme dans l'histoire](#) », À l'Encontre, 7 février 2017.
2. ↑ CRENSHAW K., « [Cartographier des marges : Intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur](#) », *Cahiers du genre*, n°39, 2005 [1991], p. 51-82.
3. ↑ DORLIN E., *Sexe, genre et sexualités*, PUF, 2008, p. 81. *Ibid.* (p. 84-85) pour les deux citations suivantes.
4. ↑ HERLA R., « [Violence conjugale et intersectionnalité](#) », in *CVFE*, 2010, p. 3.
Pour la citation: STOCKMAN F., « [Women's March on Washington opens contentious dialogues about race](#) », *The New York Times*, 9 janvier 2017. Voir bell hooks,
5. ↑ *Feminism is for Everybody. Passionate Politics*, Boston, South End Press, 2000 ; FERRARESE E., « [bell hooks et le politique. La lutte, la souffrance et l'amour](#) », *Cahiers du Genre*, 1/2012 (n° 52), p. 219-240.

- Voir notamment : BASTIAT-JARROSZ N., « [Women's March on Washington : le mouvement féministe intersectionnel que l'on attendait](#) », *Cheek Magazine*, 20 janvier 2017 ; STOCKMAN F., « Women's March on Washington... », art. cit. ; FELSENTHAL J., « [These Are the Women Organizing the Women's March on Washington](#) », *Vogue*, 10 janvier 2017.
6. ↑
- BASTIAT-JARROSZ N., art. cit.; LETT P., « [White women voted Trump. Now what ?](#) », *The New York Times*, 10 novembre 2016. Voir aussi l'intervention de Joan Scott dans l'émission « La Grande Table » intitulée « [Joan Scott fait-elle mauvais genre](#) », sur *France Culture*, le 20 janvier 2017.
7. ↑
8. ↑ STOCKMAN F., art. cit.
9. ↑ HANNE I., « [À Washington, une marche à l'intersection de toutes les luttes](#) », *Libération*, 27 janvier 2017.
10. ↑ STOCKMAN F., art. cit.
11. ↑ VALK A. M., *Radical Sisters: Second-Wave Feminism and Black Liberation in Washington, D.C. Urbana and Chicago*, University of Illinois Press, 2008.
12. ↑ STOCKMAN F., art. cit.
- Métiers liés aux activités de soin/sollicitude (« care »), c'est-à-dire aux activités à la limite du ménager, du sanitaire, du social et de l'éducatif, et qui sont généralement associées à des qualités dites féminines. Voir notamment : PAPERMAN P., LAUGIER S., « L'éthique de la sollicitude », in *Sciences Humaines*, n°177, « Le Souci des autres », Décembre 2006 ; HERLA R., « [Éthique féministe, vulnérabilité et sollicitude](#) », in *Analyses du CVFE* ; MOLINIER P., *Le travail du care*, Paris, La Dispute, 2013.
13. ↑
- « Comment s'y prendre pour penser à la fois le singulier et l'universel ? » : la philosophe posait déjà cette question dans son ouvrage consacré à Simone de Beauvoir. Voir : FRAISSE G., *Le Privilège de Simone de Beauvoir* suivi de *Une Mort douce*, Arles, Actes Sud, 2008.
14. ↑
- C'est-à-dire « l'idée que tous les individus possèdent certains droits fondamentaux en vertu de leur humanité, et que c'est un devoir de la société que de respecter et soutenir ces droits ». NUSSBAUM M. C., *Capabilités. Comment créer les conditions d'un monde plus juste ?*, Paris, Flammarion, 2012 [2011], p. 91.
15. ↑
- TISSOT D., « [Féminisme et universalisme : vers une définition commune de la justice](#) », Thèse de doctorat en Études de genre (mention philosophie), sous la dir. de BERGER A.-E., Université Paris 8 – Vincennes / Saint-Denis. Centre d'études féminines et d'études de genre, 2013, p. 23.
16. ↑
- Étienne Balibar parle d'« universel comme réalité » pour désigner l'interdépendance entre différents éléments ou unités (institutions, groupes, individus, mais aussi l'ensemble des processus qui les englobent) consécutive au processus de mondialisation. Voir notamment : BALIBAR E., *La crainte des masses. Politique et philosophie avant et après Marx*, Paris, Galilée, 1997. Je me réfère ici à la lecture de Damien Tissot.
17. ↑
- C'est-à-dire : « 1) sur le plan juridique, des groupes qui sont privés de droits, ou dont les droits sont extrêmement limités ; 2) sur le plan socio-politique, des groupes se réclamant d'une identité particulière. » TISSOT D., « Féminisme et universalisme... », *op. cit.*, p. 36. Idem pour la citation suivante.
18. ↑
- Voir notamment : LAZARUS N., *Penser le postcolonial. Une introduction critique*, Paris, Amsterdam, 2006 ; KIAN A., « Introduction : genre et perspectives post/dé-coloniales », in *Les cahiers du CEDREF*, 17 (2010), p. 7-17.
19. ↑

- « La majorité des membres de notre collectif ne participera pas à la marche de jour de la journée des droits des femmes. On ira à la marche féministe du 8 mars pour tout.e.s de Belleville qui correspond le mieux à nos convictions. [...] Car le féminisme, supposé s'adresser à toutes les femmes, a plutôt été une entreprise d'exclusion de certaines catégories de femmes ». MUTOMBO K., « [Le féminisme blanc et bourgeois, très peu pour nous](#) », *Streetpress*, 8 mars 2017. Débats qui se poursuivent également avec la polémique qui a éclaté au sujet des ateliers non-mixtes organisés au festival afroféministe Nyansapo. Voir notamment : DURUPT F., « [Aux origines de la polémique sur le festival afroféministe Nyansapo](#) », *Libération*, 28 mai 2017.
20. ↑
21. ↑ TISSOT D., « Féminisme et universalisme... », *op. cit.*, p. 43. [Même source](#) pour les citations suivantes (pp. 27 et 42-46).
22. ↑ D. Tissot convoque la pensée de Rosa Braidotti, philosophe et théoricienne féministe, qui prône un féminisme conçu comme une « multiplicité incarnée, un ensemble complexe et contradictoire, le sujet d'une véritable mutation, d'une métamorphose singulière et collective ».
23. ↑ BASCHET J., *Adieux au capitalisme. Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes*, Paris, La Découverte, 2014, p. 120. Notons avec C. Martha Nussbaum que, d'une part, si les droits humains étaient vraiment d'origine occidentale, ça n'en ferait pas un argument pour considérer qu'ils sont inadaptés aux autres pays, et que, d'autre part, historiquement parlant, attribuer à l'Occident un rôle de précurseur dans la défense des droits humains ne tient pas debout. NUSSBAUM M. C., *op. cit.*, p. 140-145.
24. ↑ Un universalisme « se construisant dans une lutte effective pour concilier le particulier et l'universel, la force de l'expérience locale et le souci d'une humanité en quête de son accomplissement, la réalité concrète des solidarités interpersonnelles et la conscience de l'unité du genre humain » (BASCHET J., *op. cit.*, p. 134). *Ibid.* pour la citation suivante (p. 135).
25. ↑ DORLIN E., *op. cit.*, p. 82.
26. ↑ MOUFFE C., *Le politique et ses enjeux. Pour une démocratie plurielle*, La découverte/Mauss, p.14, cité par CANTELLI F., « [La pensée politique anti-essentialiste de Chantal Mouffe. Un espace conceptuel entre postmarxisme et féminisme extensif](#) », *Revue du Mauss*, n°19 (2002-1), p.193.
27. ↑ MOUFFE C., « Quelques remarques au sujet d'une politique féministe », *Actuel Marx*, n°30 (2001), p. 175, cité par DORLIN E., *op. cit.*, p. 82-83.
28. ↑ CANTELLI F., art. cit., p. 195.
29. ↑ C'est aussi la position choisie par Diane Lamoureux qui préconise de « prendre acte que le féminisme n'est qu'une composante des projets de justice sociale, qui représente un point de vue partiel par rapport à ce projet d'ensemble, et que c'est la combinaison de divers points de vue qui nous permettra de construire ensemble un projet plus large de justice sociale ». D. Lamoureux souligne également la nécessité de construire des solidarités et de lutter contre les différents visages de la domination. Solidarités qui sont nécessaires « puisque la domination se nourrit de ses déplacements entre les diverses structures sociales et que la lutte contre les rapports sociaux de domination doit être globale pour porter fruit ». LAMOUREUX D., *Les possibles du féminisme. Agir sans « nous »*, Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 2016, pp. 14-15, 261.
30. ↑ Voir notamment : AOUN E., FICET J., « [Donald Trump élu président : nouveau symptôme d'une régression des valeurs libérales en Occident ?](#) », *Note d'analyse du GRIP*, 1er février 2017.
31. ↑ Notamment : ARENDT H., *La crise de la culture*, Paris, Gallimard, 1972 [1954].

- Notamment : DARDOT P., LAVAL C., *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2015 [2014] ; PLENEL E., *Dire nous. Contre les peurs et les haines, nos causes communes*, Paris, Éditions Don Quichotte, 2016 ; pour une analyse critique du concept de commun voir notamment : BROCA S., « [Les communs, un projet ambigu](#) », in *Le Monde diplomatique*, décembre 2016 ; BOGGIO ÉWANJÉ-ÉPÉE F., MAGLIANI-BELKACEM S., MERTEUIL M., MONFERRAND F., *Pour un féminisme de la totalité*, Paris, Éditions Amsterdam, 2017. L'ouvrage propose de « donner toute sa portée au féminisme, de restaurer sa vocation révolutionnaire » (*Idem*, 4^e de couverture). À considérer aussi les contributions de Diane Lamoureux qui mériteraient d'être mises en dialogue ultérieurement avec la présente recherche : notamment, LAMOUREUX D., *Les possibles du féminisme. Agir sans nous*, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 2016.